

te que jamais, et dans les premiers jours de février 1754, les Anglais subirent le plus terrible échec dont ils eussent eu à se relever depuis la prise de Madras. Un immense convoi destiné à Trichinopoly, fut attaqué à l'improviste par les Français et les Mahrattes. Tous les vivres, munitions, équipages, environ 8,000 l. st. d'argent monnayé ; mais ce qui était plus précieux encore, un tiers des forces européennes dont le major Lawrence avait le commandement, furent perdues pour la compagnie anglaise. Déjà épuisée avant ce désastre, on peut juger ce qu'il eût été pour elle, si l'ineptie du gouvernement français ne fût venue changer la face des choses.

Dans un chapitre curieux d'histoire diplomatique, M. A. de St-Priest racontait dernièrement en détail les intrigues qui se rattachent à ce désastreux abandon de l'Inde par les ministres de Louis XV. On y pourra voir comment, sur la dénonciation combinée des marchands de Londres et des marchands de Paris, le ministère français en vint à concevoir contre Dupleix les plus absurdes préventions. Comme de nos jours, on prêchait la cordiale entente ; comme de nos jours, les intérêts des deux peuples furent débattus dans une commission mixte ; seulement, tandis que le duc de Mirepoix, le comte du Lude et Duvelaer, le directeur de la compagnie française, allaient à Londres faire assaut de logique avec les diplomates du FOREIGN-OFFICE et de la Cité, une flotte considérable, chargée de troupes nombreuses, cinglait, aux frais du gouvernement anglais, vers les mers de l'Inde.

La France, elle, fut moins bien avisée. Au lieu d'une armée, elle n'envoya qu'un homme à Pondichéry. Cet homme était chargé de remplacer Dupleix, de vérifier les comptes et de conclure la paix.

Godeheu, — c'était le nom de ce commis, — ne pénétra si bien du sens de sa mission, il fit à la paix de tels sacrifices, il se montra si bien disposé à ruiner son pays par les plus indignes concessions, que Saunders lui-même n'osa demander plus que ce lui offrait ce négociateur désintéressé. Les conditions de la paix étaient aux deux compagnies le droit d'intervenir dans les affaires de l'Inde. Toutes les places, toutes les provinces récemment occupées par elles devaient être restituées au Grand-Mogol. Les possessions des deux peuples devaient être mises sur le pied d'égalité, etc., etc. Bref, nous perdions tous les avantages obtenus jusqu'alors ; les Anglais obtenaient tous les points pour lesquels ils avaient combattu. Aussi le colonel Wilkes remarque-t-il ironiquement, en parlant de traité :

« Il est douteux qu'aucune nation ait jamais tant sacrifié à la paix que les Français en cette occasion. »

Dupleix, qui avait assis son autorité sur des bases en apparence inébranlables ; Dupleix, qui avait donné à la France trente-cinq millions de sujets ; Dupleix, qui pouvait, d'un moment à l'autre, renverser le trône du grand Mogol, et qui provisoirement, offrait à la compagnie des Indes, pour en prendre immédiatement possession si elle le voulait, le royaume de Tanjore, quitta ces rivages où son nom avait retenti plus haut que celui d'aucun monarque, et où des monuments, des villes entières bâties sous son nom, attestaient ses triomphes. Il les quitta, disons-nous, humilié, maltraité, honni. La compagnie qui prélevait d'énormes revenus sur les territoires acquis par lui, refusa de reconnaître les dépenses qu'il avait faites pour elle sans y être expressément autorisé. Arrivé en France, il voulut recourir

aux tribunaux ; un ordre du roi suspendit le procès. On lui contesta sa gloire ; on l'abreuvait de dégoûts ; on lui imputa tous les désastres dus à l'incapacité de ses successeurs. A peine, poursuivi par de nombreux créanciers, put-il obtenir quelques arrêts de surséance, accordés plutôt au marquis Dupleix, — on l'avait fait Marquis ! — qu'au grand administrateur, à l'homme d'état, au conquérant.

Clive, son plus redoutable antagoniste, éprouvait au même temps, mais non pas au même degré, l'inconstance de la fortune. La cité de Londres l'avait salué à son retour, comme le sauveur du commerce anglais. Mais la chambre des communes, où il voulut entrer, annula contre toute justice, une élection pour laquelle il avait dépensé des sommes énormes. Le gouvernement, par manière de compensation, lui offrit le gouvernement du fort Saint-David. Clive accepta sans hésiter, et il arrivait à son poste au moment où le départ de Dupleix lui livrait, pour ainsi dire, la presque île indienne.

Clive, Warren Hastings, Wellesley n'avaient plus de rival.

OLD NICK.

— Feuilleton du National.

Economie politique.

ANALYSE OU ABRÉGÉ
DU

TRAITÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE DE J.-B. SAY.*

LIVRE PREMIER.

DE LA PRODUCTION DES RICHESSES.

CHAPITRE SEPT.—*Du travail de l'homme, du travail de la nature, et de celui des machines.*

J'appelle TRAVAIL l'action suivie à laquelle on se livre pour exécuter une des opérations de l'industrie, ou seulement une partie de ces opérations.

Quelle que soit celle de ces opérations à laquelle le travail s'applique, il est productif, puisqu'il concourt à la création d'un produit. Ainsi le travail du savant qui fait des expériences et des livres, est productif ; le travail de l'entrepreneur, bien qu'il ne mette pas immédiatement la main à l'œuvre, est productif ; enfin le travail du manouvrier, depuis le journalier qui bêche la terre, jusqu'au matelot qui manœuvre un navire, est encore productif.

Il est rare qu'on se livre à un travail qui ne soit pas productif, c'est-à-dire, qui ne concourt pas aux produits de l'une ou de l'autre industrie. Le travail, ainsi défini, est une peine ; et cette peine ne serait suivie d'aucune compensation, d'aucun profit ; quiconque la prendrait commettrait une sottise ou une extravagance. Quand cette peine est employée à dépouiller, par force ou par adresse, une autre personne des biens qu'elle possède, ce n'est plus une extravagance : c'est un crime. Crime contre l'individu, que l'on dépouille ; crime contre la société, à qui l'on refuse de donner la part de travail qu'un chacun lui doit. Et ce n'est plus une production, mais un déplacement de richesse.

Nous avons vu que l'homme force les agents naturels, et même les produits de sa propre industrie, à travailler de concert avec lui à l'œuvre de la production. On ne sera donc

* Voy. les Nos. 9, 13, 16, 22 et 23 de la Revue.

point surpris de l'emploi de ces expressions : le TRAVAIL ou les SERVICES PRODUCTIFS DE LA NATURE, le TRAVAIL, ou les SERVICES PRODUCTIFS DES CAPITALS.

Les services productifs des agents naturels et les services productifs des produits auxquels nous avons donné le nom de CAPITAL, ont entre eux la plus grande analogie, et sont perpétuellement confondus ; car les outils et les machines qui font partie d'un capital, ne sont en général que des moyens plus ou moins ingénieux de tirer parti des forces de la nature. La machine à vapeur n'est qu'un moyen compliqué de tirer parti alternativement de l'élasticité de l'eau vaporisée et de la pesanteur de l'atmosphère ; de façon qu'on obtient réellement d'une machine à vapeur une quantité d'utilité plus grande que celle qu'on obtiendrait d'un capital égal, mais qui ne mettrait pas en jeu les puissances de la nature.

Cela nous indique sous quel point de vue nous devons considérer toutes les machines, depuis le plus simple outil jusqu'au plus compliqué, depuis une lime jusqu'au plus vaste appareil ; car les outils ne sont que des machines simples, et les machines ne sont que des outils compliqués que nous ajoutons à nos bras pour en augmenter la puissance ; et les uns et les autres ne sont, à beaucoup d'égards, que des moyens d'obtenir le concours des agents naturels. Leur résultat est évidemment de donner moins de travail pour obtenir la même quantité d'utilité, ou, ce qui revient au même, d'obtenir plus d'utilité pour la même quantité de travail humain. Les outils et les machines étendent le pouvoir de l'homme ; ils mettent les corps et les forces physiques au service de son intelligence ; c'est dans leur emploi que consistent les plus grands progrès de l'industrie.

L'introduction des nouveautés les plus précieuses est toujours accompagnée de quelques inconvénients ; quelques intérêts sont toujours liés à l'emploi d'une méthode vicieuse, et ils se trouvent froissés par l'adoption d'une méthode meilleure. Mais ce n'est pas en Amérique, où l'industrie ne trouve jamais assez de bras pour satisfaire à ses besoins, que l'on doive craindre la multiplication des machines, ni redouter jamais les violences populaires qui accueillirent quelques fois l'introduction d'un nouveau procédé chez les populations trop denses de l'Europe. D'ailleurs, même dans les vieux pays, ces inconvénients sont atténués par les circonstances qui les accompagnent ordinairement. 1° C'est avec lenteur que s'exécutent les nouvelles machines, et que leur usage s'étend ; ce qui laisse aux industriels dont les intérêts peuvent en être affectés, le loisir de prendre leurs précautions et de s'adonner à d'autres occupations. 2° On ne peut établir des machines sans beaucoup de travaux qui procurent de l'ouvrage aux gens laborieux dont elles peuvent détruire les occupations précédentes. 3° Le sort du consommateur, et par conséquent de la classe ouvrière qui souffre, est amélioré par la baisse de la valeur du produit même, auquel elle concourt.

Quant à l'effet ultérieur, général et permanent, il est tout à l'avantage des machines. — En effet, si par leur moyen, l'homme fait une conquête sur la nature, et oblige les forces naturelles, les diverses propriétés des agents naturels, à travailler pour son utilité, le gain est évident. Il y a toujours augmentation de produit, ou diminution de frais de production. Si le prix vénal du produit ne baisse pas, cette conquête est au profit du producteur, sans rien coûter au consommateur. Si le prix baisse, le consommateur fait son